

# Scinder l'accord UE-Mercosur

## Un détournement démocratique



CNCD

11.11.11



Friends of  
the Earth  
Europe

# **SCINDER L'ACCORD UE-MERCOSUR : UN DÉTOURNEMENT DÉMOCRATIQUE**

## **COMMENT LA COMMISSION EUROPÉENNE CONTOURNE L'OPPOSITION À UN ACCORD COMMERCIAL CONTROVERSÉ**

L'accord de libre-échange conclu avec le Mercosur (Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay) serait le plus grand accord commercial jamais adopté par l'Union européenne, couvrant un marché représentant 774 millions de citoyens.

Les accords commerciaux sont souvent décrits en termes purement économiques, mais en réalité, ils impactent notre quotidien sur des questions aussi diverses que la qualité des aliments que nous consommons, l'emploi, notre environnement, la santé et les droits fondamentaux. C'est pourquoi, depuis de nombreuses années, les organisations de la société civile dénoncent les impacts négatifs que l'accord UE-Mercosur aurait sur le climat, la déforestation, l'agriculture et les droits humains.

La controverse autour des accords commerciaux est davantage alimentée par un manque de transparence, de démocratie, de participation citoyenne et d'implication des organisations de la société civile représentant l'intérêt public. En 2020, le Médiateur européen<sup>1</sup>, gardien de l'éthique, a émis une décision critiquant l'incapacité de la Commission européenne à finaliser une évaluation d'impact actualisée sur la durabilité avant de conclure les négociations commerciales UE-Mercosur. En 2023, le Médiateur européen a adressé une lettre directe à la Présidente de la Commission Européenne, Ursula von der Leyen, lui demandant d'envisager de publier de manière proactive<sup>2</sup> le projet d'instrument supplémentaire. La Commission n'a pas suivi les recommandations du Médiateur et les négociations UE-Mercosur ont ainsi renforcé un modèle décisionnel plus que problématique.

Le texte final de l'UE-Mercosur a finalement été publié en décembre 2024. Après une révision juridique et une traduction dans toutes les langues de l'UE, le texte doit être ratifié par les institutions européennes. Cependant, la Commission européenne a déjà exprimé son souhait d'utiliser une astuce procédurale pour accélérer la ratification et contourner l'opposition de plusieurs États membres et parlements nationaux : la "scission". Dans ce document d'information, nous exposons pourquoi cette manœuvre de scission de l'accord UE-Mercosur nuit à la démocratie européenne et à la confiance des citoyens dans les institutions de l'UE.

# OPPOSITION MASSIVE À L'UE-MERCOSUR ET AUX ACCORDS DITS DE "LIBRE"-ÉCHANGE

Le commerce international est l'une des politiques européennes les plus controversées. Depuis de nombreuses années, les négociations d'accords de libre-échange ont suscité d'importants mouvements d'opposition à travers le continent, rassemblant divers groupes sociaux, organisations et intérêts. Des centaines de milliers de personnes ont protesté contre le TTIP et le CETA dans toute l'Europe, dont 320 000 à Berlin en septembre 2016. Des agriculteurs aux militants climatiques, des syndicats aux groupes de consommateurs, l'opposition aux accords de libre-échange est manifeste.

Les négociations sur l'UE-Mercosur ont duré plus de 25 ans et ont été marquées par un manque total de transparence<sup>3</sup> et de participation de la société civile. Les membres du Parlement européen se sont également plaints à de nombreuses reprises du secret des négociations et du manque de consultation. Plus de 400 organisations<sup>4</sup> des deux côtés de l'Atlantique ont récemment exprimé leur ferme opposition à l'accord. Parmi les opposants figurent des syndicats, des ONG, des peuples autochtones, des organisations d'agriculteurs et des groupes de consommateurs<sup>5</sup>. L'accord UE-Mercosur incarne parfaitement ce que sont les accords commerciaux d'un autre temps : obsolètes, non durables et anti démocratiques.

Ce n'est un secret pour personne que les principaux partisans de l'accord sont de grandes entreprises multinationales des deux côtés de l'Atlantique. L'industrie automobile<sup>6</sup>, l'agro-industrie et les géants des pesticides<sup>7</sup> comme BASF<sup>8</sup> et Bayer se sont mobilisés avec force pour faire adopter cet accord. Sans surprise, ce sont précisément ces entreprises qui en tireraient les plus grands bénéfices.

En 2024-2025, des manifestations d'agriculteurs contre l'UE-Mercosur se sont répandues en France<sup>9</sup>, Belgique<sup>10</sup>, Irlande<sup>11</sup>, Espagne<sup>12</sup>, Pologne<sup>13</sup> et République tchèque<sup>14</sup>. Plusieurs parlements nationaux et régionaux se sont également opposés à l'accord. Déjà en 2019<sup>15</sup>, le Parlement autrichien a mis son veto à l'UE-Mercosur par un vote contraignant pour le gouvernement autrichien<sup>16</sup>. Les Parlements wallon<sup>17</sup> et Bruxellois<sup>18</sup> ont également voté contre l'UE-Mercosur. Il en va de même pour le Parlement néerlandais<sup>19</sup>, le Sénat français<sup>20</sup> et l'Assemblée nationale<sup>21</sup>. Plusieurs gouvernements ont en outre exprimé des réserves, voire une forte opposition à l'UE-Mercosur, comme la France, l'Irlande, et la Pologne.

Malgré ce rejet massif du libre-échange, la Commission européenne persiste à adopter des méthodes de moins en moins démocratiques pour imposer des politiques et des accords commerciaux, optant pour des astuces procédurales pour contourner les oppositions et étouffer le débat public.

## SCINDER LES ACCORDS COMMERCIAUX POUR CONTOURNER L'OPPOSITION

Anticipant un processus de ratification long, compliqué et potentiellement infructueux pour l'UE-Mercosur, la Commission européenne souhaite accélérer la ratification grâce à une manœuvre de scission. Mais que signifie-t-elle concrètement ?

Alors que le commerce est une compétence exclusive de l'UE, la plupart des accords internationaux vont au-delà du commerce et sont considérés comme des accords mixtes. Cela signifie que les compétences sont partagées entre l'UE et ses États membres. Ainsi, l'UE-Mercosur est un accord mixte car il contient un volet commercial (compétence de l'UE) ainsi qu'un pilier politique et de coopération (compétence partagée avec les États membres).

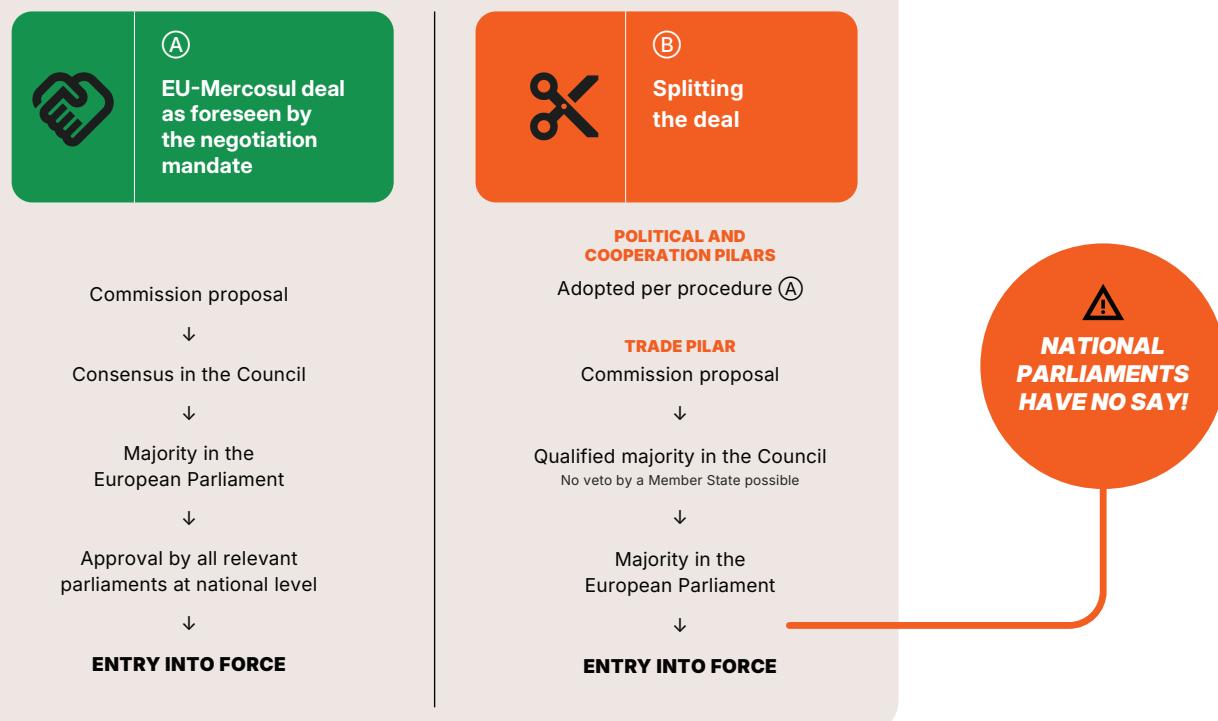
La ratification d'accords mixtes nécessite un vote au Parlement européen et un vote unanime des gouvernements de l'UE au Conseil. Cela signifie que chaque État membre dispose d'un droit de veto. Dans le cas de l'UE-Mercosur, un pays comme la France pourrait alors bloquer la ratification. En outre, l'accord doit également être ratifié par les États membres de l'UE conformément à leurs exigences constitutionnelles, ce qui inclut généralement l'approbation des parlements nationaux. En Belgique par exemple, les accords commerciaux doivent être ratifiés par les parlements flamand et wallon pour être ratifiés par l'État fédéral.

La scission de l'accord permettrait un processus de ratification différent. Si la Commission suit la même architecture que pour les accords précédents, le volet commercial, une compétence exclusive de l'UE serait séparé du pilier politique et de coopération, compétence partagée. Le volet commercial passerait toujours par les votes du Conseil et du Parlement européen. Cependant, le Conseil n'aurait besoin que d'une majorité qualifiée au lieu de l'unanimité pour approuver l'accord. Une majorité qualifiée est atteinte si deux conditions sont simultanément remplies<sup>22</sup> :

- 55 % des États membres votent en faveur, en pratique, cela signifie 15 sur 27
- La proposition est soutenue par des États membres représentant au moins 65 % de la population totale de l'UE

La ratification pourrait encore être empêchée par une minorité de blocage, mais celle-ci

## THE EU COMMISSION'S 'DIVIDE AND CONQUER' TRICK: SPLITTING THE DEAL



# UN DÉTOURNEMENT DÉMOCRATIQUE VIOLANT LE DROIT EUROPÉEN

devrait inclure au moins quatre membres du Conseil. En outre, l'approbation par tous les parlements concernés au niveau national ne serait plus nécessaire. Cela signifie qu'un rejet de l'accord dans un parlement national ou régional ne pourrait pas bloquer la ratification de l'UE-Mercosur.

L'accord UE-Mercosur fait la une des médias et suscite une opposition massive, mais le scandale de la scission va bien au-delà de ce seul traité. Cette manœuvre antidémocratique n'est pas un cas isolé, c'est devenu le modus operandi systématique de la Commission européenne pour imposer en force des accords commerciaux contestés par les citoyens.

Suite à l'opposition citoyenne sans précédent contre le CETA, la Commission a délibérément changé son fusil d'épaule : elle a instauré cette stratégie de scission pour tous les accords mixtes. C'est ainsi que plusieurs accords incluant des mécanismes de protection des investissements (avec le tristement célèbre ISDS qui permet aux multinationales d'attaquer des États) ont été adoptés en contournant le contrôle démocratique : UE-Chili, UE-Vietnam, UE-Singapour... Le contournement des parlements nationaux et de la règle d'unanimité est désormais érigé en système. Mais avec l'UE-Mercosur, la Commission franchit une nouvelle ligne rouge : ce serait le premier accord sans chapitre de protection des investissements à subir cette scission, un précédent extrêmement dangereux pour notre démocratie.

L'analyse menée par le Professeur Markus Krajewski et Julian Werner<sup>23</sup> démontre qu'une telle scission violerait non seulement le mandat confié à la Commission par le Conseil, mais aussi le droit européen dans son ensemble. Face à cette menace, ils recommandent qu'un État membre ou le Parlement européen saisisse immédiatement la Cour de justice européenne sur la base de l'article 218 du Traité sur le fonctionnement de l'UE. L'analyse d'Amandine Van den Berghe<sup>24</sup> pour Client Earth renforce ce constat accablant, soulignant qu'une telle manœuvre piétinerait également le principe fondamental de coopération loyale visée à l'article 4 (3) du Traité sur l'UE (TUE) et à l'article 13 (2) TUE. Avec déjà cinq parlements nationaux et régionaux qui ont formellement rejeté cet accord UE-Mercosur, il est d'autant plus important que tous les niveaux de décision au niveau européen et des États membres soient consultés.

## UN AUTRE COMMERCE EST POSSIBLE

Cette manœuvre de scission est l'ultime coup porté à un processus qui, depuis les premières négociations jusqu'à la ratification, a bafoué les principes élémentaires de démocratie et de transparence. Face au rejet massif de l'accord UE-Mercosur, la Commission européenne avait l'occasion d'entendre la voix des citoyens et de comprendre les véritables raisons de leur colère. Au lieu de cela, elle a fait un choix délibéré : imposer cette pratique profondément antidémocratique de scission des accords pour museler les États membres au Conseil et faire taire les parlements nationaux.

En contournant cyniquement l'opposition citoyenne, cette stratégie de scission ne fait qu'alimenter la défiance envers les institutions européennes et offrir sur un plateau des arguments aux forces eurosceptiques. Les grands gagnants ? L'extrême droite, sans aucun doute. Mais l'enjeu dépasse largement la simple politique commerciale.

À l'heure où l'Union européenne est attaquée de toutes parts, par des dirigeants autoritaires

comme Poutine et Trump depuis l'extérieur, par Orban et les extrémistes de l'AFD allemande depuis l'intérieur, l'urgence est de renforcer notre démocratie européenne, pas de la détruire à petit feu.

Les négociations commerciales méritent bien mieux que d'être conduites dans l'ombre et le mépris des citoyens. Des alternatives existent pour mener des négociations qui renforcent le contrôle démocratique, donnent toute leur place aux organisations de la société civile et restaurent la confiance trahie des citoyens envers l'Europe.

Notre exigence est claire : la Commission européenne doit abandonner cette scission scandaleuse de l'accord UE-Mercosur et rouvrir des négociations dignes de ce nom. Un commerce équitable, durable et démocratique est possible, les solutions sont nombreuses. Ce qui manque, c'est uniquement le courage politique d'agir.

## Sources

1. <https://www.ombudsman.europa.eu/en/decision/en/139418>
2. <https://www.ombudsman.europa.eu/en/opening-summary/en/175060>
3. <https://friendsoftheearth.eu/wp-content/uploads/2024/02/EU-Mercosur-Transparency-Report.pdf>
4. EU-Mercosur agreement : lost transparency, Friends of the Earth Europe  
<https://friendsoftheearth.eu/press-release/toxic-trade-alert-400-organisations-urge-leaders-to-drop-eu-mercousur-deal>  
<https://www.beuc.eu/press-releases/eu-mercousur-trade-deal-likely-fail-both-consumers-and-farmers-sustainability-goals>
5. <https://www.euractiv.com/section/economy-jobs/news/cars-v-cows-german-automakers-call-to-split-eu-mercousur-deal-to-bypass-french-non/>
7. The powers pushing for the planet-wrecking EU-Mercosur trade deal, Friends of the Earth Europe  
<https://friendsoftheearth.eu/wp-content/uploads/2022/03/The-powers-pushng-for-the-planet-wrecking-EU-Mercosur-deal.pdf>
8. Toxic trading: The EU pesticide lobby's offensive in Brazil, Friends of the Earth Europe  
<https://friendsoftheearth.eu/wp-content/uploads/2022/04/Toxic-Trading-EN.pdf>
9. <https://www.france24.com/en/france/20241119-french-farmers-protests-eu-trade-deal-south-america-mercousur-bloc>
10. <https://www.belganewsagency.eu/walloon-farmers-to-protest-in-brussels-against-eu-mercousur-trade-deal>
11. <https://www.farmersjournal.ie/news/farmers-join-forces-for-mercousur-protest-843254>
12. <https://www.euractiv.com/section/politics/news/spanish-farmers-protest-eu-mercousur-deal/>
13. <https://tvworld.com/83807024/polish-farmers-protest-against-eu-mercousur-deal>
14. <https://www.euractiv.com/section/agriculture-food/news/czech-farmers-protest-against-mercousur-food-imports-from-ukraine/>
15. <https://www.dw.com/en/austria-deals-first-blow-to-eu-mercousur-trade-pact/a-50489747>
16. <https://www.parlament.gv.at/aktuelles/news/archiv/j/2019/178mercousur>
17. <https://www.rtf.be/article/garantir-les-interts-du-monde-agricole-le-parlement-de-wallonie-approuve-la-motion-de-rejet-de-l accord-commercial-entre-lue-et-le-mercousur-1146004>
18. <https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/2025/01/31/parlement-bruxellois-une-majorite-favorable-a-larret-des-negociations-de-l accord-de-libre-echange-mercousur-7GQUEP4IGRQZJ0ZW4A37L24TIM/>
19. <https://www.argusmedia.com/en/news-and-insights/latest-market-news/2111447-eu-mulls-dutch-rejection-of-mercousur-deal>
20. <https://www.publicsenat.fr/actualites/international/accord-ue-mercousur-le-senat-rejecte-largement-le-traite-de-libre-echange/>
21. <https://www.politico.eu/article/mercousur-lassemblee-rejecte-largement-laccord-de-libre-echange/>
22. <https://www.consilium.europa.eu/en/council-eu/voting-system/qualified-majority/>
23. <https://europeantradejustice.org/wp-content/uploads/2023/05/The-EU-Commissions-possible-attempts-to-fast-track-the-EU-Mercousur-deal-Legal-Analysis-by-Prof-Krajewski-May-2023-1.pdf>
24. <https://www.clientearth.org/media/s2dh2elt/clientearth-eu-mercousur-agreement-governance-issues-in-eu-s-trade-decision-making.pdf>



**Friends of  
the Earth  
Europe**

**CNCD**

**11.11.11**

**Autrice**  
Julie Zalcman

**Les Amis de la Terre Europe**

font campagne pour la protection de l'environnement, unissent plus de 30 organisations nationales avec des milliers de groupes locaux et font partie du plus grand réseau environnemental de base au monde, Les Amis de la Terre International.

**Contributeurs**  
Paul de Clerck,  
Gaëlle Cau  
Nina Ostrowski

[www.friendsoftheearth.eu](http://www.friendsoftheearth.eu)

@foeeurope.bsky.social  
[linkedin.com/company/friends-of-the-earth-europe](https://linkedin.com/company/friends-of-the-earth-europe)

**Design**  
Ricardo Santos  
Mars 2025